

## FPEG: L'Algérie appelle à plus de vigilance face aux incertitudes du marché gazier



ALGER - L'Algérie considère que le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) est appelé à être plus vigilant et à jouer un rôle plus déterminant face aux multiples défis et incertitudes auxquels fait face le marché mondial du gaz, a déclaré vendredi à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

*Dans un discours lu au nom du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au 4ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du FPEG, le ministre a relevé tout d'abord que ce sommet a lieu à un moment où la scène énergétique mondiale en général, et gazière en particulier, "traverse une phase cruciale" de son développement, et se doit, en conséquence, de se fixer comme objectif la "préservation des intérêts bien compris des producteurs et des consommateurs" de cette énergie de choix qu'est le gaz naturel.*

Le FPEG offre ainsi un espace de concertation et de coopération qui a

su, depuis sa création, gagner en maturité dans la mesure, a-t-il poursuivi, qu'il a évolué de manière effective d'une plate-forme de discussion informelle vers une organisation intergouvernementale "connue et reconnue", regroupant aujourd'hui dix-neuf (19) pays exportateurs de gaz issus de tous les continents.

*Détenant l'essentiel des réserves mondiales de gaz et une part majeure de la production et des échanges gaziers, les pays du FPEG "mesurent alors tout l'enjeu que représente le gaz naturel dans les relations économiques internationales, et dans la satisfaction des besoins énergétiques du monde", a-t-il souligné.*

Les pays de ce Forum ont également "conscience de la nécessité d'assurer une bonne valorisation au gaz naturel", et ce, non seulement parce qu'ils connaissent ses impacts sur leur développement économique et leur progrès social, mais aussi parce qu'il s'agit d'une ressource naturelle épuisable et non renouvelable, selon le ministre.

Dans ce sens, il a rappelé que l'Algérie fut un "pays pionnier" dans le développement du gaz naturel par la construction, à Arzew, de la première unité de liquéfaction et terminal d'exportation commerciale de gaz au monde, il y a plus de cinquante ans.

"Nous demeurons convaincus que le gaz naturel a encore de l'avenir grâce

à sa disponibilité, à son accessibilité et au fait qu'il constitue une énergie de choix pour la protection de l'environnement, en particulier de par son rôle complémentaire aux énergies renouvelables", a-t-il soutenu.

A ce propos, il a noté que les projections à moyen et long termes établies par le secrétariat du FPEG le confirment: La part du gaz dans le bilan énergétique mondial est appelée à croître "de manière significative".

L'émergence de nouveaux acteurs accordant une priorité au court terme

Cependant, a-t-il observé, les perspectives gazières auraient pu encore être plus prometteuses si le gaz naturel ne faisait pas face à de nombreux défis et incertitudes.

*Ainsi, s'agissant de la demande, il a affirmé que les politiques énergétiques adoptées par de nombreux pays consommateurs avaient une "incidence défavorable" sur la demande de gaz naturel.*

Citant l'Europe plus particulièrement, il a constaté que sa demande avait nettement baissé, parfois au profit de sources d'énergie moins propres comme le charbon.

Pour ce qui est de l'offre, l'émergence de nouveaux centres d'approvisionnement et d'exportation, en particulier à partir du gaz de schiste, et la surcapacité résultant d'investissements trop importants par le passé, ont conduit "à un marché excédentaire et à une pression baissière sur les prix", a-t-il indiqué.

*"Ceci a été accentué par l'émergence de nouveaux acteurs qui accordent une priorité au court terme au lieu de privilégier une vision à long terme qui caractérise l'industrie du gaz naturel", a-t-il noté.*

De surcroît, l'innovation et le progrès technologiques rapides ont eu un "impact significatif" sur toute la chaîne de valeur du gaz naturel, selon M. Guitouni.

En conséquence, il a avisé que ces défis qu'il a évoqués, qu'ils soient liés aux nouvelles sources d'approvisionnement ou à la valorisation des ressources naturelles épuisables et non renouvelables, "devraient nous encourager à être plus vigilants".

Ainsi, il a appelé non seulement à oeuvrer dans le renforcement du FPEG en tant que plate-forme pour le dialogue entre les pays membres, mais aussi à concevoir et à mettre en œuvre, ensemble, des solutions appropriées "pour sauvegarder nos intérêts dans un esprit coopératif".

*En effet, a-t-il encore expliqué, l'exemple des évolutions récentes du marché pétrolier est, à cet égard, "plein d'enseignements" qui démontrent, encore une fois, qu'un marché non régulé est "condamné à une instabilité et à une volatilité extrêmes qui ne servent ni les intérêts des producteurs, ni ceux des consommateurs et encore moins les intérêts de l'industrie pétrolière dans son ensemble".*

Sur ce point, il a rappelé que l'accord historique d'Alger de septembre 2016 ainsi que la Déclaration de coopération entre les pays membres de l'Opep et les pays producteurs participants non-Opep qui s'en est suivie, "ont permis d'œuvrer à la stabilisation du marché pétrolier pour le bénéfice de tous".

Pour toutes ces raisons et forte de cette expérience, "l'Algérie considère que le FPEG est appelé à jouer un rôle plus actif et plus déterminant", a-t-il insisté.

Dans ce contexte, il a affirmé que l'Algérie se félicitait des progrès

accomplis dans le renforcement des capacités d'étude, de modélisation et d'analyse du FPEG, de l'adoption en 2016 de la stratégie à long terme et, plus récemment, du plan à moyen terme.

*"Nous gagnerons plus à focaliser nos efforts sur la quantité et la qualité des études et des analyses et également sur la communication, afin de porter haut et fort le message du FPGE", a-t-il renchéri.*

Abordant la coopération dans le domaine de la technologie, il a avancé que l'évolution récente de l'industrie du gaz naturel, notamment dans le développement du gaz de schiste, avait mis en exergue, une nouvelle fois, "le rôle crucial de la technologie".

Il a ainsi exprimé la satisfaction de l'Algérie quant à la décision de la 19ème Réunion ministérielle tenue en octobre dernier à Moscou de créer le Centre de recherche du gaz du FPEG en Algérie, considérant qu'il s'agit d'une décision "structurante" qui renforcera la coopération entre les pays de ce Forum.

*Pour lui, ce Sommet "est une opportunité pour impulser une nouvelle dynamique à notre coopération dans le but, notamment, de mettre à profit les synergies entre pays membres".*

Il y a lieu, a-t-il préconisé, d'intensifier les échanges de points de vue, d'expériences et d'expertise, de

déployer les leviers idoines pour la promotion des usages de gaz naturel et d'établir un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs des marchés gaziers.

Le FPEG, a ajouté M. Guitouni, devrait promouvoir "la stabilité et la pérennité de l'industrie gazière" en maintenant "les principes de partage de risques et d'une valorisation juste et équitable pour le gaz naturel".

*Favorable aux dialogues et aux échanges, a-t-il soutenu, "l'Algérie soutiendra les efforts du FPEG pour devenir un acteur dynamique et perspicace qui contribue à donner plus de force à nos complémentarités sur les marchés gaziers afin de renforcer nos intérêts économiques mutuels".*

Pour rappel, le FPEG est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8ème session du Forum informel des pays exportateurs de gaz, tenue en décembre 2008 à Moscou.

Il est actuellement composé de 12 pays membres: Algérie, Bolivie, Egypte, Emirats Arabes Unis, Guinée équatoriale, Iran, Libye, Nigéria, Qatar, Russie, Trinidad et Tobago et le Venezuela, ainsi que de 7 pays observateurs: Azerbaïdjan, Irak, Kazakhstan, Norvège, Oman, Pays-Bas et Pérou.

**In : l'APS 25/11/2017**